

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326

Nantes, le 13 mai 2025

44036 Nantes Cedex 2

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENGIE FLEXIBLE GENERATION France

ZI portuaire - Site SPEM Pointe
BP 68
44550 Montoir-De-Bretagne

Références : N4-2025-461
Code AIOT : 0006301637

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2025 dans l'établissement ENGIE FLEXIBLE GENERATION France implanté ZI portuaire - Site SPEM Pointe BP 68 44550 Montoir-de-Bretagne. L'inspection a été annoncée le 25/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENGIE FLEXIBLE GENERATION France
- ZI portuaire - Site SPEM Pointe BP 68 44550 Montoir-de-Bretagne
- Code AIOT : 0006301637
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site SPEM Pointe est une centrale de production d'électricité par combustion de gaz, de 119 MWth par combustion "simple". Elle peut être démarrée plus rapidement que la centrale SPEM.

Thèmes de l'inspection :

- Emissions atmosphériques
- Risque incendie
- Déclaration GERE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
1	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 05/11/2012, article 7.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Vérification des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/11/2012, article 7.6.3
3	Emissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 05/11/2012, article 3.4.1.2
4	Gestion des périodes OTNOC	AP Complémentaire du 20/10/2020, article 2.1.2
5	Déclaration annuelle GERE - données à déclarer émissions	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.1
6	Déclaration annuelle GERE - échéance de déclaration	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré que les émissions atmosphériques de l'installation sont conformes. Les installations électriques et le matériel de lutte contre l'incendie sont contrôlés et les observations sont partiellement levées. En revanche, les informations sur la levée des observations sont difficilement accessibles.

Les émissions en périodes OTNOC sont enregistrées.

Les données déclarées dans GERE sont exhaustives.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2012, article 7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues dans le respect de la réglementation en vigueur
Constats : L'exploitant présente les rapports de contrôle (SOCOTEC) pour 9 installations en 2023 et en 2024. Ces rapports contiennent 21 observations. L'exploitant présente un tableau de suivi de ces observations. Dans un premier tableau, 7 observations sur 13 ont été traitées. Dans un second tableau, 4 observations ont été traitées. L'exploitant ne dispose pas de document pour 4 observations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Même si l'exploitant dispose d'un outil traçant chaque action réalisée, il a rencontré des difficultés pour trouver les différentes informations. Il est souhaitable, dans un souci de lisibilité et de pilotage, que les informations disponibles dans plusieurs documents soient regroupées dans un seul document. L'exploitant veillera à traiter les observations qu'il n'a pas encore traitées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N°2 : Vérification des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2012, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et aux enjeux à défendre.
Constats : L'exploitant présente les documents de vérification : <ul style="list-style-type: none">- du sprinklage (Axima, 27/06/24) :<ul style="list-style-type: none">- une observation a été levée par l'exploitant (tuyauterie percée)- l'exploitant prévoit de lever l'autre observation (vanne fuyarde) en juin, lors d'un arrêt du site.- des RIA (Desautel, 16/07/24) :<ul style="list-style-type: none">- le document présente en commentaire des actions à réaliser- l'exploitant présente des actions réalisées mais qui ne font pas référence aux commentaires du document de contrôle Desautel- des extincteurs (Desautel, 02/07/24) : le document rappelle la nécessité de laisser un libre accès aux extincteurs (et aux RIA) et mentionne un extincteur manquant ; L'exploitant a procédé au remplacement de cet extincteur- les compte-rendus, pour 2025, de ses essais hebdomadaires de pomperie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant reportera dans un document les commentaires et observations des rapports de contrôle des équipements, afin de disposer d'un suivi de la levée de ces commentaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2012, article 3.4.1.2	
Thème(s) : Risques chroniques	
Prescription contrôlée :	
Paramètres	concentration en mg/m3
Poussières	10
SO2	10
NOx	50
CO	85
Constats :	
Les résultats de surveillance des rejets atmosphériques (APAVE, 04/11/2024 et 22/07/2024) ne montrent aucun dépassement de VLE.	
Type de suites proposées : Sans suite	

N°4 : Gestion des périodes OTNOC

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2020, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement des dispositifs de réduction des émissions. Le plan de gestion de ces périodes OTNOC contient : <ul style="list-style-type: none">- la conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air (par exemple types de conceptions à faible charge afin de réduire les charges minimales de démarrage et d'arrêt en vue d'une production stable des turbines à gaz) ;- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes ;- une vérification et relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire ,- une évaluation périodique des émissions globales lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.
Constats : L'exploitant présente son plan de gestion des périodes OTNOC ainsi que le suivi, en 2023, 2024 et 2025, de ses émissions durant ces périodes.
Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Déclaration annuelle GEREP - données à déclarer émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, -
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : <ul style="list-style-type: none">- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de "traitement en milieu terrestre" ou d'"injection en profondeur" énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;- les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ;- les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;- la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/an pour les rejets en mer et 10 Mth/an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1^{er} avril au 31 décembre ;

- les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.
Constats : L'exploitant a déclaré en 2024 l'ensemble des données telles que requises par l'arrêté ministériel du 31/01/2008.
Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Déclaration annuelle GERE - échéance de déclaration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, -
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
Constats : L'exploitant a finalisé le 27/02/2025 sa déclaration GERE 2024.
Type de suites proposées : Sans suite